

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-greve-generale-risque-de-s-etendre-au-secteur-bancaire-au-Venezuela>

La grève générale risque de s'étendre au secteur bancaire au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 9 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président Chavez est convaincu qu'il sortira vainqueur de cette nouvelle épreuve de force. L'opposition vénézuélienne a reconduit "pour une durée illimitée" la grève générale, qui entre ainsi dans sa deuxième semaine, et paralyse partiellement les activités pétrolières du pays, cinquième exportateur mondial de brut.

Par Marie Delcas

Patrons, syndicats et partis d'opposition veulent obtenir la démission du chef de l'Etat, Hugo Chavez, grâce à l'organisation d'un referendum. "Le peuple en exercice de sa souveraineté continue et renforce la grève civique nationale active", a déclaré Carlos Ortega, président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV). Il a appelé ses concitoyens à descendre dans la rue et à multiplier les "cacerolazos", les concerts de casseroles devenus quotidiens à Caracas.

Les organisateurs de la grève ont proclamé un "deuil national dans tout le pays pour le massacre de la Place d'Altamira" où, vendredi soir, des coups de feu tirés sur les manifestants "anti-chavistes" ont tué trois personnes et blessé une vingtaine d'autres.

Noël approchant, les centres commerciaux, et un certain nombre de magasins des beaux quartiers, ont malgré tout rouvert leurs portes, ce week-end. Mais, dans le secteur du pétrole, qui fournit 80 % des exportations et alimente pour moitié le budget de l'Etat, la paralysie s'est étendue. Selon le quotidien El Nacional, le secteur bancaire devait à son tour, lundi, se joindre au mouvement. Le syndicat de Venalum - la plus grosse entreprise d'aluminium du pays - s'apprêterait à en faire autant. Samedi, deux manifestations séparées ont réunis plusieurs dizaines de milliers de personnes : d'un côté, les partisans du chef de l'Etat, qui invoquent son élection démocratique (en 1998 puis, après l'adoption de la nouvelle Constitution, en 2000) et sa légitimité sociale ; de l'autre, ses adversaires, qui l'accusent de mener le pays à la ruine et à la dictature. La fracture politique reflète la brèche ouverte dans ce pays où pétrole et pauvreté font bon ménage.

Dimanche, les opposants sont de nouveau descendus dans la rue pour accompagner le cortège funèbre des victimes de vendredi. Hugo Chavez, fidèle à ses habitudes, a tenu à la télévision son programme dominical "Allo Président". Il y a dénoncé les "intentions putschistes de l'oligarchie" qui, faute d'avoir obtenu l'appui des militaires, s'attaquerait au "cœur de l'économie". Le chef de l'Etat, qui a déjà survécu à une tentative de coup d'Etat en avril, a déclaré que le plan de l'opposition "garde des connections avec l'étranger" pour obtenir la privatisation de Petroleos de Venezuela (Pdvs) : "Au fond, c'est l'industrie pétrolière qui les intéresse, pas Chavez", a-t-il affirmé.

PROVOCATION

Le président a également déclaré que l'homme qui avait confessé avoir tiré, vendredi soir, sur la foule, Joao de Gouveia, de nationalité portugaise, était entré au Venezuela la veille des événements. Chavez a laissé entendre qu'il pourrait s'agir d'un tueur à gage, mais les autorités judiciaires n'excluent pas l'hypothèse d'un tireur fou.

Tout en accusant les chaînes de télévisions locales de promouvoir une "campagne diabolique" à son encontre, le chef de l'Etat ne s'est pas départi d'un optimisme qui tourne à la provocation : "Dans ce nouveau conflit, la victoire nous est d'ores et déjà assurée", a-t-il soutenu. Miguel G., capitaine de la Garde nationale, semble lui donner raison :

"L'armée reste loyale à la Constitution, et donc au président Chavez. L'opposition joue avec les intérêts essentiels du pays - avec le pétrole qui nous fait tous vivre - et c'est inacceptable".

"Plus personne ne sait ce qu'il se passe. Tout le monde dit que Chavez va tomber bientôt, mais tout le monde dit cela depuis un an et Chavez est toujours là", dit Isabel, actrice. Elle avoue qu'elle évite de sortir en voiture - pour économiser l'essence - et avoir, une fois de plus, fait de grosses provisions au super marché : "Il n'y avait plus de riz, de pâtes ni de conserves, mais j'ai pu acheter des légumes, des fruits et du poisson". Comme beaucoup de Vénézuéliens que la bipolarisation du pays et la manipulation de l'information exaspèrent, elle considère que seule des élections anticipées peuvent éviter le chaos : "Il faut bien que les parties en présence comptent leurs forces une bonne fois pour toutes et qu'elles les comptent dans les urnes."

L'industrie pétrolière paralysée à 80 %

Selon les médias locaux, l'industrie pétrolière du Venezuela, troisième fournisseur de brut des Etats-Unis, est paralysée à 80%. La grève de la marine marchande, la fermeture des ports et le débrayage des cadres administratifs bloquent les embarquements. Faute de débouchés, les raffineries et les puits ont été obligés de réduire leurs activités. Selon le quotidien El Nacional, cinq raffineries auraient déjà fermé. La distribution interne des carburants est très perturbée. La crainte de pénuries s'est traduite à Caracas par de longues files d'attente aux stations de service. Dimanche, des soldats ont été déployés aux abords des pompes à essence pour "garantir leur fonctionnement".

Vendredi, ayant réquisitionné l'armée, le chef de l'Etat avait ordonné l'abordage d'un pétrolier immobilisé par les grévistes dans le lac de Maracaibo. Mais, dimanche, un tribunal a levé cette mesure, considérant que le nouvel équipage - des officiers de la marine militaire - ne remplissait pas les conditions de sécurité exigées par les normes internationales. - (Corresp.)

Post-scriptum :

Le Monde ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 10.12.02